L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS,
VENDREDI, 8 JANVIER 1886.

PETITES ANNONCES.

DEUX vaches perdues—Le propriétaire peut les avoir en s'adressant à Mme Wesp 8 janv—1f

P. WERLEIN, 135 rue Canal, meilleure maison, meilleur marché, vente entre les beaux Pianos Weber et Mathushek. Prix réduits. Conditions faciles. 9 déc—1m

MM. THURBER, dentistes, ont transféré leur cabinet de consultation et de travail des Nos 139 rue Royale et 130 Canal au No 14 rue Baronne. 13 déc—1m

DEMANDES.

ON demande—Aux Nos 4 et 10 Royale, une femme blanche, comme cuisinière, et une jeune fille pour s'occuper du ménage. On exige la plus meilleures références. 7 janv—2f

A LOUER.

A louer.—Une belle résidence No 305 rue Esplanade. S'adresser à Pierre Lanata. 27 rue Conti.

A VENDRE.

A vendre—EN POSTE AUX HUITRES. Bien achalandé et situé dans le Second District.

Ecrire aux initiales F. B., bureau du journal. 7 janv—6f

BONNE occasion.—GROCERIE à vendre. S'adresser aux initiales *J. H. R.*, bureau de l'Abeille. 7 janv—15f

A vendre en totalité ou en partie l'habitation Monsseron, bien connue située dans la paroisse Plaquemine, à vingt minutes de chemin plus bas que la Nouvelle Orléans. Conditions faciles. Pour plus amples détails s'adresser à B. Sabe, No 134 rue Bienville, entre les rues Ste Anne et Dumaine. Nouvelle Orléans. 5 jan—1m.

A Vendre—Pour cause de départ—Un Café et restaurant, vis-a-vis du Marché Français tout bien monté, ayant une bonne clientèle, que l'on laissera à F. B. Hernandez. 43 Passage de la Bourse 7 déc—1m

A vendre ou à louer—Le coin, bien situé, de Ste Anne et Bourbon, convenable pour affaire quelconque d'affaires. Possession immédiate. LOUIS H. PERRET. 29nov—1f 38 Passage de la Bourse.

Assurances et Banques.

Banque des Citoyens de la Louisiane—Département de la Banque—Nouvelle-Orléans, 2 janvier 1886.—A la première élection annuelle des Directeurs de cette banque pour servir pendant l'année courante aura lieu à la banque LUNDI, DI, 1er jour de février prochain, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

JOS. TARLETON. Caissier

2 jan—1m 3 f ps.

Banque de la Mutual National Bank.—Nouvelle-Orléans, 31 décembre 1885.—A une réunion régulière du Bureau des Directeurs de cette banque, tenue ce jour, un DIVIDENDE semi-annuel de TROIS PIASTRES par action a été déclaré et fait payable le VENDREDI 15 janvier 1886.

V. VALLOIS. Secrétaire.

16 dec—1m

Bureau de New Orleans City and Lake Railroad Company. No 102 rue du Canal—Nouvelle-Orléans, 21 décembre 1885.—A une réunion régulière du CONSEIL DE DIRECTION, tenue le 9 du courant, un DIVIDENDE TRIMESTRIEL DE UNE PIASTRE CINQUANTE SOUS par action a été déclaré payable aux actionnaires à partir du LUNDI 11 janvier 1886, le livre de transfert sera clos du 10 au 11 janvier.

W. E. LEVERICH. Secrétaire.

26déc—16f

Avis.

LA maison Desforges, Montagnet & Cie est dès ce jour dissoute d'un commun accord. M. J. Montagnet se retirant. M. L. O. Desforges seul signera pour la liquidation.

L. O. DESFORGES.
J. MONTAGNET.
JOS. B. WILLIAMS.

Nouvelle-Orléans, 1er janvier 1886.

Avis.

LES soussignés ont, ce jour, formé une société dans le but d'exploiter le commerce de grains et de hay au Marché Français en remplacement de Chris Jung & Cie, sous la raison sociale Desforges, Jung & Cie, comme successeurs de Jung & Cie, comme successeurs de Jung, Montagnet & Cie, et ayant commencé les affaires de la maison en liquidation.

L. O. DESFORGES, N. Orléans.
L. A. JUNG,
JOS. B. WILLIAMS, Pittsburg.

1er jan—7f

Avis.

LA maison J. P. Sarrazin, Fils et Cie, est dissoute d'un commun accord. L'un quelconque des associés signera pour la maison en liquidation.

Nouvelle-Orléans, 31 décembre 1885.

RENÉ SARRAZIN.
J. STANISLAS LANDRY.

Avis.

LES soussignés ont, ce jour, formé une société de tabac dans le but d'exploiter le commerce de tabac en gandes et cigares, sous la raison sociale J. P. Sarrazin & Son & Co. avec M. Jules P. Sarrazin en commandite.

Nouvelle-Orléans, 1er janvier 1886.

J. RENÉ SARRAZIN.
J. STANISLAS LANDRY.
J. P. SARRAZIN.
En commandite.

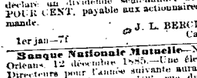
1er jan—1 sem.

N. O. 1er janvier 1886.

NOUS, soussignés, avons formé à partir de ce jour une association sous la raison sociale Montagnet, Trémoulet & Cie, dans le but de nous occuper du commerce en gros et au détail du charbon; numéro 30 rue Carondelet.

HENRI J. MONTAGNET.
JOSEPH C. TREMOULET.
NOAH SPOFFORD.

Mr J. Montagnet, anciennement de la maison Desforges, Montagnet & Cie, sollicite respectueusement le patronage de ses amis et anciens clients. 1er jan—2tecm



Bandages, Herniaires, Brettelles, Suspensoirs pour Tabdomens, Béquilles, Jambes et Bras Artificiels, Etc.

Faits sur commande et ajustés par

A. McDERMOTT,

152 rue du Camp, Nouvelle-Orléans.

N. B.—Chaque instrument est garanti de donner satisfaction sous tous les rapports.

25 avril 85—1an

CONSULAT DE FRANCE
A LA NOUVELLE-ORLÉANS.

BUREAUX 195 RUE GRAVIER.

Ouverte de 10 h. du matin à 3 h. P. M.

Des renseignements sont demandés sur les personnes dont les noms suivent. En cas de décès ou d'absence, leurs amis sont priés d'en donner avis au Consulat.

1er Janvier 1886.

Aller, les époux	Mathieu Emile Louis
Arnoux Nicolas	Mayssonnave Pierre
Auger Alfred	Megean Jacques
Bengue Julien Jh Augustin	Mollard Antoine
Bohly regula Vve Gut	Mouren Victor
Cady Victor Alexandre	Mouren Sophie
Coquelet	Mouren Marie Joséphine
Chauvreau Bernard	Provensal Mme Vve
Cheval M & Mme (3)	Paret Claude
Chaussy Jean Marie	Prioré artiste musicien
Dumas Pierre Alcee	Pérochaux Stephen
Durand David	Paquerly Emile (2)
Durand Alex. Jacques Marie	Peraan Albert Louis
Estrade Joseph	Roussel Simon Edouard
Estebenet Louis et Rapdiste	Robin Mme Vve nee Labiche
Estevole Jean Baptiste	Rentemann Anne Marie dite Flesch
Francois	Soulié les époux (Ville Dieric)
Faivelle F A	Saint-Germain Théophile
Fontaine Charles ulter	Tourrette Jean
Fardall & Sons (2)	Tonelinson Mme Vve née Althee Commagère (3)
Gaillot Vve Armantine	Tilley Paul
Hank C R.	Terrasse Mme Vve née Dorlencourt
Henrion Baptiste	Tujague Vve Rafin née Jones
Imbert Albert	Vallon Jules
Jacque Honore	Vignes M et Mme (4)
Kiefer Justin Vandel et Martin	Vignaud Victor restaurateur
Koch Ferdinand	Vincent Adolphe et Elvire
Lamat Felix	
Lepage Marie	
Leportier Mme	

LETTRES.

Crindart Eugène (2)	Poisson Charles modification (2)
Fort Posey Jean	Argant Hyppolite
McCarthy Charles	Breinlon René
St Michel Benjamin	Varney Georges
Moriceau Pierre Francois	

Le Gérant,
JULES BŒUVFÉ.

L. S. L.

Rappelez-vous

Que cette loterie est la seule qui ait été votée et ratifiée par le peuple d'un Etat.

TOUS LES LOTS GAGNANTS

PAYÉS EN PLEIN.

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE!

$75.000

Le Grand Tirage Mensuel

A $5 00

CLASSE A,

DE LA COMPAGNIE DE

LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

Aura lieu à la

Nlle - Orléans, Lne.,

MARDI, 12 JANV. 1886.

Ce tirage ainsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction du

GEN. G. T. BEAUREGARD,

DE LA LOUISIANE. ET DU

GEN. JUBAL A. EARLY,

DE LA VIRGINIE.

GROS LOT

$75.000

1,967 Lots, montant en tout à

$265,500.

Le tirage commencera positivement

A ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets à $5 chacun.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de ...	$75,000, soit	$75.000
1 Lot de ...	25,000, ...	25.000
1 Lot de ...	10,000, ...	10.000
2 Lots de ...	5,000, ...	10.000
4 Lots de ...	2,500, ...	10.000
10 Lots de ...	1,000, ...	10.000
20 Lots de ...	500, ...	10.000
100 Lots de ...	200, ...	20.000
300 Lots de ...	100, ...	30.000
500 Lots de ...	50, ...	25.000
1,000 Lots de ...	25, ...	25.000

PRIX D'APPROXIMATION:

9	Lots d'approximation de $750 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $75,000, soit	$6,750
9	Lots d'approximation de $250 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $10,000, soit	2,250
1,967	Lots se montant à	$265,500

Billet entier, $5; Fractions—Cinquièmes en proportion.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau de la COMPAGNIE DE loterie de l'Etat de la Louisiane.

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

plus de renseignements, écrire, et nous donnerons son adresse.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, change de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express.

(Nous payons les frais d'express sur toutes les sommes de $5 ou plus.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

P. O.

Adresser vos lettres enregistrées et faire mandats sur la poste (money orders payables à

New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

Etat de Situation
—DE LA—
BANQUE NATIONALE D'ETAT
—DE LA—
NOUVELLE-ORLÉANS,
Le 31 décembre 1885.

—ACTIF—

Bons des E.-U., en garantie de la circulation	$ 425,000 00
Autres bons et actions	186,076 65
Lumeubles	182,205 58
Primes sur des bons E.-U	37,000 00
Prêts à échéance et escomptes	1,049,542 18
Prêts sur demande $256,457 61	
Fonds cinq pour cent	19,125 00
Chaque	348,523 73
Chèques pour le Comptoir d'Echange	219,193 09
Comptant en caisse	1,142,547 05—1,985,848 48
Total	$3,865,672 89

—PASSIF.

Fonds capital	$ 425,000 00
Surplus et profits	370,895 95
Circulation	382,360 00
Dépôts : individuels	
duels	$2,328,057 42
Dû par des banques et des banquiers	350,369 52—2,678,426 94
Total	$3,865,672 89

T. R. ROACH, Caissier.

Succursale de la Banque Nationale d'Etat.

Encaissons Royale et Conti.

Fournit des traites pour toutes sommes sur les villes suivantes de France: Paris, le Havre, Lyon, Nantes, Bordeaux, Marseille, Tarbes, Pau et Toulouse; aussi sur l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse et l'Espagne; fait le change sur New York, San Francisco et autres places et reçoit des Dépôts.

Collections faites avec promptitude, et remet au taux le plus bas du change.

PIERRE LANAUX,
3 janv—1f Vice-Président et Gérant.

ETAT DE SITUATION
—DE LA—
Banque d'Epargnes Germania,
51 rue du Camp.

A LA CLOTURE DES AFFAIRES,
Le 31 décembre 1885.

—ACTIF—

Actions et Bons [valeur sur le marché]	$87,380 00
Prêts et hypothèques	79,991 65
Prêts sur demande [garantis par valeurs collatérales]	312,753 65
Comptant en caisse	50,607 43
	$530,732 73

—PASSIF.

Actions du capital payées	$100,000 00
Gains après toutes taxes et dépenses soldées	25,463 57
Soldes $79,267 91 payés aux déposants comme forme d'intérêt; et $8000 aux actionnaires pour dividendes durant l'année courante	15,937 14
Réserve des bénéfices de cette année	11,267 91
Dépôts individuels via existant depuis le 31 déc. 1884	14,185 66
Total de la réserve	$25,463 57
Dû aux déposants	405,129 16
Dividendes non réclamés	140 00
	$530,732 73

H. ZUBERBIER, Président.
J. HASSINGER, Vice-Président.
G. A. LAFFEE, Caissier.
Assermenté pardevant moi ce 2 janvier 1886.
W. O. HART, Notaire.

Directeurs.

H. ZUBERBIER. S. HERNSHEIM.
J. HASSINGER. J. E. MERICH.
FRANK ROBER. JOHN THORN.
3 janv—7f

ANNONCES JUDICIAIRES

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie ici que le 24 jour de juillet 1885, jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-après intitulée dans le langage et avec les chiffres suivants, savoir: Felicie M. Harang vs. E. F. Meunier, son époux.—No 14,072. Division L.—Sur notion de l'avocat de la demanderesse, sur le témoignage formé à l'appui de sa demande, la loi et le témoignage étant en sa faveur. Il est ordonné, jugé et décrété que ledit jugement enregistré, le 4 mai 1885, soit maintenant confirmé et rendu final, et, conformément, qu'il en soit jugé en faveur de la demanderesse, Mme Félicie M. Harang, épouse de Eugène E. Meunier, et contre son dit époux durant la séparation de propriété entre eux, et qu'elle soit et est reconnue la propriétaire dans son droit distinct de la vacherie mentionnée dans sa petition et exposé et dit, composée de quatorze vaches, un cheval, un wagon et les ustensils nauels. Il est en outre ordonné et décrété que le défendeur paye les frais de ces procès. Jugement rendu le 2 juillet 1885.

Jugé en (signé) le 6 novembre 1885.
(Signé) E. ROUDANEZ, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ici ma signature et le sceau de ladite Cour, de la ville de la Nouvelle-Orléans, ce 1er jour de décembre 1885, de l'année du huit cent quatre-vingt cinq.

JAS. D. RANKIN.
2 déc—3f en 30 jrs Député-Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—E. F. Moses et leurs cessionnaires.—No 16,239.—Division D.—Ordre de Cour.—Qu'une session des créanciers des pétitionnaires, la raison connue étale de E. & F. Moses et aussi Elkin Moses et Elkin Moses, individuellement, et comme membres de ladite maison sont tenue et convoquée pardevant Félix L. Duffossat, Juge de cette ville, le 11 jour de février 1886, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de déterminer sur l'application des pétitionnaires pour un surcis et remission, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les propriétés judiciaires comprises dans les pétitionnaires soient suspendues, et que E. B. Richardson, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 21 décembre 1885.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
23déc—3 f en 30 j.

ANNONCE JUDICIAIRE.
ETAT DE LA LOUISIANE.
Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

Mme Blanche A. Stackhouse, épouse de Edgar M. Vallette vs Son époux, Division E. No. 15,598.

JE CERTIFIE ici que le 17me jour de novembre 1885, un jugement a été rendu par cette cour dans la susdite affaire, dans le langage et les chiffres suivants, savoir: Mme Blanche A. Stackhouse, épouse de Edgar M. Vallette vs Son époux—Division E. No 15,598.

Sur motion de Henri P. Dart, avocat de la plaignante, et sur la preuve dûment fournie à l'appui de la pétire de ladite plaignante, la loi et les témoignages étant en sa faveur.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut dans cette affaire enregistré le 12 novembre courant, soit maintenant confirmé et qu'il y ait jugement en faveur de la dite plaignante, Mme Blanche Annette A. Stackhouse, et contre Edgar M. Vallette, son époux, prononçant une séparation de biens entre la dite plaignante et son dit époux et une dissolution de la communauté de biens d'acquets existant jusqu'ici entre eux.

Il est de plus ordonné que la propriété et le droit de possession de la propriété mobilière décrite dans la dite pétition enregistrée soit reconnue et sue le défendeur paie les dépens du procès.

Jugement prononcé le 17 novembre 1885.
Jugement signé le 23 novembre 1885.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature au bas de la dite cour, en la ville de la Nouvelle-Orléans, le 3me jour de décembre, en l'an du Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

JAS. D. RANKIN,
13 déc—3f en 30 j Député-Greffier.

PAR LE MARSHAL DES ETATS-UNIS

VENTE DU MARSHAL DES ETATS-UNIS.

JOHN DE RUYTER administrateur, vs. CHARLES DE RUYTER—No 11,192—A la Cour du Circuit des Etats-Unis pour le District Est de la Louisiane.

EN VERTU D'UN WRIT DE SAISIE ET vente à moi adressé dans l'affaire ci-dessus, je vendrai au plus offrant et dernier enchérisseur à la Cour, le 16 février 1886, à midi, à l'entrée principale de la Douane, rue du Canal, en la Nouvelle-Orléans, la propriété suivante décrite ci-dessous, à savoir:

UN CERTAIN LOT DE TERRE, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé et se trouvant dans le Troisième District de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues Robin, Race, Constance et Annunciation, mesurant en montre trente pieds de front sur cent vingt pieds de face à la rue Robin, sur cent vingt (120) pieds de profondeur entre lignes parallèles, et dans la même proportion que ce dernier, Charles De Ruyter a acheter de James A. Cole, par un acte passé dans le bureau de A. Mauireau, Ecuier, le 19 février 1867.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant.
Bureau du Marshal des Etats-Unis, Nouvelle-Orléans, 4me jour de janvier 1886.

Marshal des Etats-Unis pour le District Est de la Louisiane.
7 janv—3, 12, 19, 26—6 v 2.6

VENTE DU MARSHAL DES ETATS-UNIS.

J. VERDOLE VS A. CARRIÈRE & FILS, No 6,—A la Cour du Circuit des Etats-Unis pour le District Est de la Louisiane.

EN VERTU D'UN WRIT DE FIERI FACIAS à moi adressé dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à vendre au plus offrant enchérisseur, le SAMEDI, 16me jour de janvier 1886 à 12 M., à l'entrée principale de la Douane, rue du Canal, à la Nouvelle-Orléans, la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

TOUS LES DROITS, TITRES ET INTÉRÊTS de Emile L. Carrière et de Chs. J. Carrière dans et à la succession de feue dame Victoire Antoine Carrière. No 15,347 de la Cour Civile de la Paroisse d'Orléans. Les dits intérêts consistant en quatre-vingt-dix-sept (17/) de part revenant à chacun des dits Emile L. Carrière et Charles J. Carrière; la dite succession consistant principalement en la déclaration dans la succession de feu Antoine Carrière à la dite Mme Carrière et s'élevant, présentement, à $4188 et un dividende à échoir (il pour cent) cinq pour cent sur environ $16,000), et les autres divi-dendes qui pourraient être par la suite déclarés aux créanciers ordinaires de la dite succession du dit Antoine Carrière.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant.
Bureau du Marshal des Etats-Unis, Nouvelle-Orléans, vingt-et-unième jour de décembre 1885.

R. B. PLEASANTS.
Marshal des Etats-Unis pour le District Est de la Louisiane.
23déc—23 30 jan2 9 16 23

ANNONCES JUDICIAIRES

Avis aux Créanciers.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans. Emile Larousaini vs ses créanciers.—No. 16,396.—Division D.—Ordre de Cour.—Il est ordonné qu'une session des propriétés du pétitionnaire Emile Larousaini et de ses créanciers soit et par le présent acceptée par la Cour pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers pour les raisons en icelle mentionnées ait lieu et soit convoquée pardevant John R. Legier, notaire en cette ville le mercredi 10me jour de février 1886, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et déterminer sur l'application des dits créanciers pour un surcis et remission, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que A. H. Spearing, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 26 décembre 1885.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
27 déc—3 f en 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Alex. Kalman vs. Ses Créanciers.—No. 16,076.—Division E.—Ordre de Cour.—Que la cession soit par la présente acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers pour les raisons en icelle mentionnées ait lieu et soit convoquée pardevant D. Taylor, Esq., notaire en cette ville, SAMEDI, le 16me jour de janvier, 1886, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et pour élire un syndic, et dans l'intervalle que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que Henry Dubilio, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 29 décembre 1885.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
1er jan—8f en 30 j.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Henry A. S. Backer vs. Ses créanciers.—No 16,313, Division A.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire, Henry A. S. Backer, soit et est acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée pardevant Félix J. Dreyfous, Esq. notaire, en cette ville, le LUNDI, le 1er jour de février 1886, à 11 heures A. M., à l'effet de considérer et de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et pour nommer un syndic, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que F. Howard, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
6déc—3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 16,192. Division E.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des créanciers de L. H. Fernandez soit tenue et convoquée pardevant Jules Rhodes, Esq., notaire en cette ville, le 21e jour de janvier A. D. 1886, à 11 heures A. M., à l'effet de déterminer sur l'application des pétitionnaires pour un surcis et remission, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que John Arthur soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 19 décembre 1885.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
18 déc—3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—W. H. Merchant vs. Ses Créanciers.—No. 16,239.—Division "E"—Ordre de Cour.—Que la cession des biens des dits créanciers soit reçue et convoquée pardevant Robert F. Bouny, Esq., notaire en cette ville, SAMEDI, le 23me jour de janvier 1886, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire Washington H. Merchant, soit et est par le présent accepter pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Robert F. Bouny, Esq., notaire en cette ville, SAMEDI, le 23me jour de janvier 1886, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire Washington H. Merchant soient suspendues, et que Thos. Hunt, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 16 décembre 1885.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
16déc—3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Judah Blanchard vs. ses créanciers.—No. 16,282. Division C.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Judah Chandler soit et est par la présente acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant F. A. Ogden, Esq., notaire en cette ville, JEUDI, le 14me jour de janvier 1886, à 11 A. M., afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et pour élire un syndic, et en attendant que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que W. S. Benedict, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents. Affaire.

Nouvelle-Orléans, 8 décembre 1885.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
19 déc—3f en 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—C. E. McVean & Co. vs. Ses Créanciers.—No. 16,147.—Division B.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire dans la raison sociale de C. E. McVean & Co. soit et est par la présente acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers pour les raisons en icelle mentionnées ait lieu et soit convoquée pardevant Robert F. Bouny, Esq., notaire en cette ville, SAMEDI, 9 janvier 1886, à midi, la propriété ci-dessous décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Troisième District de cette ville, et borné par les rues New St Bernard, Amelette, Abondance et Marigny, mesurant trente pieds de front sur cent pieds de profondeur entre lignes parallèles, et étant le même terrain que C. A. De Armas, ingenieur civil, a acheté de Jean Baptiste Lafitte, par acte passé pardevant Jules Duratel notaire en cette ville comme plus amplement et au long appert. Ledit terrain numéroté vingt-six de l'îlet 16 et borné présentement par le dit Carl Fischer a acquise de Henry Arnaut par acte passé pardevant le dit notaire Duratel le 14 février 1873.

3. Un certain lot de terre avec les améliorations dessus construites, situé dans la Troisième District de cette ville, et borné par les rues New St Bernard, Treasure, Amelette et Abondance, mesurant trente pieds en vingt-quatre pieds un à vingt-quatre inclusivement ledit plan de C. A. De Armas, du 14 mai 1869, depose chez Soniat du Fossat, ancien notaire de cette ville, et ci-devant notaire public de cette ville, et étant la même propriété que le dit Carl Fischer a acquise de Philippe Lafitte par acte passé pardevant le dit notaire Duratel le 14 mai 1873.

4. Deux certains lots de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privileges et dépendances qui y appartiennent, situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Poydras, Dubois, Rochelieau et Burgundy, désignés comme les numéros neuf et dix sur un plan dressé par C. A. De Armas, dans l'affaire ci-dessus intitulée Succession de Philippe Lafitte, à la Bourse d'Esean Arcade, rue Marigny, entre la rue Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 9 janvier 1886, à midi, de la propriété ci-dessous décrite, à savoir:

Un certain billet à ordre portant les mots et les chiffres suivants:

$8000 00. Nouvelle-Orléans, 6 mai 1882.

Six ans après date, je promets de payer à Ordre de James Alexander Davidson Huit mille piastres valeur reçue, avec intérêt au taux de pour cent par an à partir ——— jusqu'à paiement.

(Signé) HENRIETTA DAVIDSON.
Endossé par
JAMES A. DAVIDSON.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Termes et conditions—Cette crié étant la seconde et dernière, le dite propriété sera définitivement adjugée au plus haut et dernier enchérisseur pour ce qu'elle rapportera, à dotre nous de crédit, l'acheteur fournissant un billet avec nonne garantie par endossement à l'ordre de la Banque à partir du jour de la vente jusqu'à parfait paiement. L'acheteur déduira du montant de son enchere une somme suffisante pour le frais de radiation ainsi que ceux du greffier, etc., tout environ soixante-quinze piastres.

THOMAS DUFFY.
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
9jan—9 16 23 30 fév6 19

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Dans l'affaire de Mme Paul Lagay, femme interdite.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 2,018—En vertu d'un jugement et ordre rendus le 31 décembre 1885, à moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je vendrai à l'encan, à la Bourse d'Esean Arcade, rue Commerce, entre Gravier et Natchez Alley, dans la Premier District de cette ville, SAMEDI, 9 janvier 1886, à midi, la propriété suivante, à savoir:

La droit d'occupation, à partir du jour de la vente jusqu'au 30 septembre 1886, de ce certain magasin situé à l'encoignure sud-ouest des rues Canal et St-Charles, dans le premier district de Nouvelle-Orléans.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
3jan—3 4 5 6 7 8 9

ANNONCE JUDICIAIRE

Succession de Carl Fischer.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 4717.—En vertu d'un jugement en date du 3me jour de juillet 1885, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, aux deux enchères publiques, à la Bourse d'Esean Arcade, rue Marigny, entre la rue Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 19 janvier 1886, à midi, de la propriété ci-dessous décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, désigné par le numéro deux dans l'îlet borné par la rue Louisa, la rue Claiborne, la rue Clara, mesurant trente pieds entre pouces et trois lignes de face à la rue Claiborne, sur une profondeur de cent vingt-quatre pieds de dix pouces quatre lignes, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
29 déc—29—janv 5 9

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Thos. M. Hurst vs Jno Carter, Henry Lawson et Jno Ward.

PREMIERE COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans—En vertu d'un writ de revendication à moi adressé par Hon. E. Rodet, Juge de la Première Cour de Cite de la Nlle Orléans, je procéderai à la vente à l'encan SAMEDI le 16 janvier 1886, à midi, au Bassin, entre rue Julley entre Franklin et Liberty—

La propriété ci-après décrite, à savoir:—

Un cheval noir, une jument noire, appareils, etc., comme elle se trouve maintenant dans le Nouveau Bassin, coté de la rue Julley, entre Franklin et Liberty.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur la rue Basin.

P. A. LOBDY, Constable
de la Première Cour de Cité de la Nlle-Orléans.
16déc—9,16,22,30—janv 6,0.

J. J. Paquette vs Economie Motor Co.

DEUXIEME COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de Cité de Nouvelle-Orléans, je vendrai au plus offrant et dernier enchérisseur, en face de mon entrepôt, No 94 Passage de la Bourse, entre les rues Conti et Bienville, dans le Deuxième District de cette ville, le SAMEDI, 9 janvier 1886, à 11 heures a. m.—

Une machine a gaz complète de la manufacture Economie Motor Co., d'après un inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, sur les lieux.

ALFRED BARNES,
Constable de la Deuxième Cour de Cité.
27 déc—jan 4 9

AVIS DE SUCCESSION.

David Dauziger vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No. 15,498—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'ils auront à faire valoir contre le compte final rendu par Solin Barnett, syndic dudit cessionnaire, ne sera pas homologué et ledit compte ne sera pas homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.
3jan—8 12 17

Succession de F. J. Burch.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 16,405—Division C—Attendu que P. S. Wiltz, jr. administrateur public a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir un jugement homologuant et confirmant la vente faite par lui de la succession de feu F. J. Burch, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite petition.

Par ordre de la Cour,
W. J. McGEEHAN, Greffier.
8 jan—8,12,17

Succession de James Govan.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No. 16,293—Division A. Avis est par le présent donné aux créanciers de la succession de James Govan, décédé, que la Cour a l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu James Govan, décédé, et a nommé Henry A. S. Backer, Esq., notaire en cette ville, pour exécuteur testamentaire,